



DECLARATION LIMINAIRE DU SE-Unsa **CAPD du 19 juin 2018**

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, nous étions aux lendemains d'élections présidentielles qui installaient un nouveau Président et un nouveau ministre. A l'occasion du comité technique du 16 mai dernier, nous avons fait part de notre 1er bilan d'étape à Jean-Michel Blanquer en termes de dialogue social et d'évolutions effectives. Les enseignants sont saisis par le paradoxe entre la confiance si souvent invoquée comme la «clef du bon fonctionnement de l'Ecole» et les mesures qui se sont succédé depuis un an, comme autant de régressions qui ont impacté aussi bien notre carrière d'enseignants que notre statut de fonctionnaires.

On ne saurait reprocher à l'UNSA d'être contre tout en permanence et par principe. Nous savons faire preuve de patience dans le nécessaire temps d'adaptation des services pour la mise en œuvre des nouvelles modalités du rendez-vous de carrière ou de la classe exceptionnelle que nous appelons de nos vœux. Nous savons saluer certains progrès comme le PPCR.

Aussi, marquons-nous avec d'autant plus de légitimité aujourd'hui, notre opposition et un certain nombre de réserves. Nous dénonçons tout d'abord les priorités budgétaires du président qui impactent déjà la fonction publique. Au fil des discussions dans le cadre de la réforme des services publics, l'inquiétude grandit et leur essence même est mise à mal. Nous déplorons en outre la posture fermée et univoque du gouvernement mais surtout, une logique comptable qui considère les fonctionnaires comme UNE CHARGE alors qu'ils sont UNE CHANCE pour notre société en mal d'individualisme.

L'Ecole est justement le moyen de lutter contre le repli et le chacun pour soi en défendant l'égalité et la solidarité. Les services publics devrais-je dire. Car une fois de plus, notre fédération UNSA défend les fonctionnaires que nous sommes tous. Nous sommes tous des fonctionnaires et face aux élèves comme derrière un bureau, nous donnons le meilleur de nous-mêmes pour tenter d'accomplir quotidiennement des missions toujours plus nombreuses à moyens toujours restreints. Et l'annonce de 120000 suppressions de postes de fonctionnaires et de 4,5 milliards d'économie par an ne donnent que des signaux négatifs. Exit également les avancées durement négociées, entre autres dans le PPCR, qui devaient se mettre en œuvre progressivement. Qu'il s'agisse de nos métiers ou de nos carrières, nous sommes excédés de défaire et refaire continuellement au gré des injonctions ministérielles.

Sur fond de réforme de l'organisation territoriale, les problématiques fonction publique qui s'égrainent actuellement inquiètent nos professions. C'est ce qui nous a conduits à perdre plusieurs journées de salaire alors que l'UNSA n'envisage la grève qu'après avoir exploré toutes les voies du dialogue et modes d'expression.

De la même manière, la médecine de l'Education Nationale reste désespérément au point mort.

Pour reparler de priorité budgétaire, comment peut-on continuer de proposer des conditions salariales aussi ridicules à des médecins avec de telles responsabilités et une telle charge de travail ?

Qu'attend le rectorat pour exiger du gouvernement les moyens de doter les élèves et les personnels d'une médecine scolaire digne de ce nom ?

C'est peu dire qu'à tous les niveaux de notre administration, les moyens en personnels et en formation ne sont pas à la hauteur des exigences. Et les enseignants dont nous portons ici la parole, sont souvent exposés parce qu'ils sont en première ligne devant les élèves et leurs parents.

Enfin, à 3 semaines de la fin de l'année scolaire, nous voulons revenir sur la suppression des aides administratives qui est juste irresponsable. Une centaine de personnels sont renvoyés au chômage dans l'indifférence générale quand la charge de travail explose à la direction des écoles.

Nous allons maintenant aborder les points à l'ordre du jour de cette CAPD: le mouvement des personnels de premier degré. Nous souhaitons féliciter les services pour la qualité du travail fourni et vous remercier pour l'efficacité dont vous avez fait preuve.

Après les félicitations viennent les regrets. Nous mesurerons l'impact du mode de recrutement des classes dédoublées en REP et REP+. Chacun sait que nous appelons de nos vœux des moyens au moins identiques pour multiplier les postes de plus de maîtres que de classe, avec tous les bénéfices et la souplesse que nous commençons à en voir. Force est de constater que malgré toute la bonne volonté et l'expertise de vos services ainsi que celle des délégués des personnels que nous sommes, nous regrettons déjà, comme nous l'avons annoncé, de nombreuses conséquences qui commencent à peine à se faire jour au sein des équipes et qui continueront jusqu'en carte scolaire.

Bien plus que des injonctions descendantes, ce qu'attendent les enseignants des écoles c'est bien de se sentir pris en compte dans leurs attentes et leurs aspirations. Ce qu'ils attendent c'est d'avoir accès à une mobilité géographique fluidifiée, que ce soit au plan national ou au plan départemental. Ce qu'ils attendent c'est de pouvoir obtenir une disponibilité, un détachement et, ce qui nous concerne aujourd'hui, un exeat venant répondre à leurs besoins. Pour le SE-Unsa, les enseignants rappellent ainsi leur attachement à voir traités ces pans de la gestion des ressources humaines et nous vous demandons d'accorder un maximum d'exeat.

En conclusion, le SE-Unsa rappelle son attachement à voir reconnue la professionnalité des enseignants des écoles, à voir enfin leurs aspirations prises en compte et à être respecté dans les instances de dialogue social.

Madame la directrice académique, mesdames, messieurs, je vous remercie de votre attention.